



RÉGION DE GENDARMERIE
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Division de l'Appui Opérationnel
Bureau Budget Administration

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES N°003/2020

Type de procédure :

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1
du code de la commande publique

OBJET DU MARCHÉ :

**TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DES ASCENSEURS
CASERNE DONADIEU À MARSEILLE (13)**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Commandant de la région de gendarmerie PACA
162, avenue de la Timone
13387 MARSEILLE Cedex 10

Ordonnateur secondaire :

Secrétariat Général pour l'Administration du
Ministère de l'Intérieur Sud
Centre de services partagés CHORUS
299 chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13313 MARSEILLE CEDEX 14

sgamisud-dagf-csp-fact-investissement@interieur.gouv.fr

Comptable Assignataire :

Direction régionale des finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
183 Avenue du Prado
13357 MARSEILLE CEDEX 20

Correspondant technique :

Major BARBIER
Service des Affaires Immobilières
Caserne Donadieu
171 Avenue de Toulon
13010 MARSEILLE
Tél : 04.96.20.78.04 - Fax : 04.96.20.78.07

Correspondant administratif :

Région P.A.C.A - BBA / Cellule Achats Marchés
162 Avenue de la Timone - CS 90086
13387 MARSEILLE CEDEX 10
Tél : 04.91.85.72.92 / 70.46
cam.sa.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Imputation Budgétaire :

ÉTAT – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – CRÉDITS BUDGÉTAIRES – CAS 723

NOMENCLATURE CPV 2008 : 45313100-5 : Travaux d'installation d'ascenseurs (GM 37.02.04)

Le présent C.C.T.P. comporte 6 pages numérotées de 1 à 6 + 3 annexes

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché consiste à la remise aux normes des ascenseurs des bâtiments familles, du cercle mixte et des locaux de service.

Article 2 – Organisation de l'achat

Le présent marché n'est pas alloti. Il est composé d'une Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE).

Article 3 – Lieu et délai d'exécution

3.1. Lieu d'exécution

Caserne de gendarmerie Donadieu – 171 avenue de Toulon 13010 Marseille

3.2. Délai d'exécution

Les travaux débiteront à la date fixée sur l'ordre de service pour la durée d'exécution mentionnée à la DPGF (phase de commande et préparation comprise).

Article 4 – Généralités

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de préciser les dispositions techniques relatives à l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1 du présent document.

Le présent CCTP a pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre et les dimensions des travaux à exécuter.

Ce document doit être contrôlé par une visite du site avant chiffrage.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, les entrepreneurs sont dans l'obligation d'obtenir du maître d'ouvrage toutes les précisions ou tous renseignements complémentaires nécessaires et de prévoir dans leur offre tous les travaux indispensables à la bonne exécution des ouvrages.

L'entrepreneur titulaire du marché ne pourra par conséquent, faire état ultérieur d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Aucun des travaux supplémentaires provenant d'erreurs ou omission ne pourra faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Article 5 - Connaissances des lieux – Prise de possession du chantier

La caserne est constituée d'un bâtiment locaux de service (001) regroupant les bureaux des unités de gendarmerie, 26 bâtiments logements et un cercle mixte (**cf ANNEXE 3 – INVENTAIRE DES INSTALLATIONS**). Ces bâtiments sont desservis par des ascenseurs qui doivent faire l'objet d'une mise en conformité.

Ces installations sont entretenus par un contrat de type étendu.

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (une **attestation de visite** du site sera visée par l'entrepreneur et le responsable du casernement considéré),
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées (conditions d'accès, d'approvisionnements...);
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution et des conditions de phasage afin de prévoir à son offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés, notamment la mise en place d'un moyen de levage pour l'approvisionnement des matériels ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution des travaux pour le respect des réglementations relatives à la sécurité du travail, des personnes présentes sur le site et de l'incendie,
- connaître les disponibilités en eau, énergie électrique...

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Article 6 - Formalités préliminaires – Obtention des autorisations

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

Article 7 - Contraintes communes à l'ensemble des ouvrages

La liste des textes énoncés ci-après n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables aux installations :

- règlement sanitaire départemental ;
- les textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;
- les recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels ;
- les arrêtés, décrets et circulaires ministériels en vigueur en France ;
- les normes françaises ou de la communauté européenne ;
- les documents techniques unifiés ;
- les règles de l'art.

D'une manière générale, l'entreprise devra se conformer aux textes législatifs et administratifs de caractère communautaire, national, départemental et municipal.

7.1. Hygiène et sécurité

L'entreprise titulaire du marché devra, en collaboration avec le responsable technique du site prendre toutes les mesures qui s'imposent en matière de protection.

A l'occasion de la visite préalable, un plan de prévention et de circulation seront rédigés pour chaque opération conformément aux textes en vigueur.

Les travaux se déroulant en **site occupé**, les risques d'interférences devront être identifiés et toutes les mesures visant à les limiter devront être mises en place.

L'entrepreneur est tenu de respecter les règles d'hygiène en vigueur, en matière de sécurité et de protection de la santé ; tous les frais s'y rapportant sont à la charge de l'entrepreneur.

7.2. Sécurité des personnes contre les chutes

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en hauteur, conformément à la réglementation en vigueur :

- décret n° 65-48 du 08/01/1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

7.3. Échantillons et prototypes

L'entreprise devra présenter tous les échantillons demandés par le Maître d'œuvre.

Les échantillons seront présentés sur des surfaces significatives, type « présentoirs », ou sur place dans des conditions réelles d'exécution.

L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le Maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'agrément.

L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du Maître d'œuvre.

Article 8 - Prescription des descriptifs

Les prescriptions contenues dans le cahier des clauses techniques particulières ne doivent à aucun moment apparaître comme un obstacle à la réalisation des présents projets et en particulier les modes ou techniques de réalisation qui s'y trouvent ne sauraient en aucun cas fermer la porte à toute évolution, qu'elle soit technique ou de fabrication, étant entendu toutefois que les travaux sont à effectuer dans le respect des règles de l'art.

Durant la période réservée à l'étude de prix, et en tout état de cause avant le dépôt de son offre, l'entrepreneur sera tenu de signaler par écrit au correspondant administratif, toute erreur ou omission qu'il pourrait relever ainsi que toute anomalie qu'il estimerait préjudiciable à la bonne réalisation de l'ouvrage et à l'exécution des travaux de la présente consultation.

Un ouvrage doit donc satisfaire à l'usage que l'on en attend et présenter l'aspect et la technicité demandés. La façon d'y parvenir et les moyens employés restent du domaine de l'entrepreneur à condition qu'à aucun moment, la qualité des projets n'ait à en souffrir.

Article 9 - Conduite de chantier

L'entrepreneur doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre le type d'installation de chantier et l'implantation qu'il envisage de réaliser.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- l'amenée et le repli des installations de chantier ;
- les échafaudages et moyens de levage, y compris la pose, la dépose et l'enlèvement,
- le nettoyage du chantier pendant et en fin d'exécution des travaux, à toute fin que le chantier soit en permanence propre et contribue à la sécurité des personnes,
- le respect du règlement de voirie,
- l'élaboration de la planification et le respect des délais,
- l'exécution des contrôles, essais, etc...

9.1. Réunions de chantier

La fréquence des réunions de chantier sera décidée par le Maître d'œuvre lors de la première réunion de coordination de travaux.

L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez-vous de chantier et répondre à toutes les convocations du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage.

Le responsable du chantier devra nécessairement être nanti de tous les pouvoirs, en matière de décisions d'ordre technique.

9.2. Dégradations & réparations

Toutes les dégradations aux installations du bâtiment, inondations, tuyauteries, câblage ou matériel, bris de vitrage, brûlures sur menuiserie, seront réparées aux frais de l'entreprise titulaire du présent marché.

L'entreprise devra veiller particulièrement à ne pas détériorer les trottoirs, pelouses et autres enrobés sur le site.

Article 10 - Normes et règlements

Les installations doivent être exécutées dans le respect des règles de l'art et conformément aux normes, décrets et arrêtés en vigueur à la date de remise de l'offre par l'entrepreneur, notamment :

- norme NF 982-312 relative aux règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs hydrauliques - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration,
- norme NF P 82-212 relative aux règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration,
- décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation (version consolidée au jour de la publication),
- décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements,

Article 11 - Installation de chantier

11.1. Organisation de chantier

Lors de l'établissement du plan de prévention, il sera défini les emplacements :

- cantonnements ;
- aire de stockage ;
- aire de stationnement ;
- bennes de tri, protection diverses etc...

Les fournitures et matériaux livrés sur le chantier en attente de pose doivent être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Les conditions de stockage doivent être telles qu'ils ne subissent aucune déformation ou détérioration.

11.2. Alimentation en électricité

L'alimentation principale et son branchement nécessaire pour les besoins du chantier sont à la charge de l'entreprise. La consommation est à la charge du maître d'ouvrage.

11.3. Alimentation en eau

L'alimentation principale et son branchement nécessaire pour les besoins du chantier sont à la charge de l'entreprise. La consommation est à la charge du maître d'ouvrage.

11.4. Accès chantier

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale de la caserne qui sert également d'accès au public. En conséquence, les risques d'interférences seront pris en compte et les zones de manœuvre et de stationnement seront définies dans le plan de prévention.

11.5. Délimitation du chantier et signalisation

Conformément au plan de prévention établi dans le cadre du chantier, l'entreprise sera chargée de baliser et sécuriser les zones de travaux et de stockage, valant périmètre de sécurité en périphérie complète de la zone de stockage et de cantonnement. Des panneaux d'interdiction de pénétrer seront mis en place aux droit des zones de sécurité.

11.6. Locaux de chantier

L'entreprise satisfera à toutes ses obligations en matière de sanitaires, vestiaires et autres locaux, par la mise en place d'autant de locaux modulaires à positionner en relation avec le représentant du commandant de caserne.

Article 12 - Consistance des travaux

Les marques de fabricants désignées, éventuellement, dans le descriptif sont données à titre indicatif.

Les installations ont fait l'objet d'un contrôle technique quinquennal par l'organisme de contrôle VERITAS. Cet organisme a produit un état des dysfonctionnements qui sont récapitulés dans un état joint au présent CCTP (cf Annexe 1 – Travaux offre de base).

Les rapports produits lors du contrôle technique quinquennal sont consultables sur site sur demande au correspondant technique.

12.1. Dispositions générales

L'entreprise devra procéder à un **affichage** sur la cabine de la non disponibilité de l'appareil pendant la durée prévue des travaux.

L'exécution des ouvrages décrits au présent marché s'entend :

- toutes sujétions et travaux de finitions compris ;
- fourniture et pose de l'ensemble des pièces, quincaillerie et autre accessoires divers nécessaires à la mise en œuvre des travaux énumérés ;
- nettoyage et remise en état pouvant résulter des travaux effectués par l'entrepreneur ou des personnels intervenants pour son compte afin de donner un aspect fini aux installations.

12.2 – Travaux de l'offre de base :

- levée des réserves du rapport quinquennal :

Les travaux consistent à lever les réserves mentionnées par le bureau VERITAS lors du contrôle technique quinquennal. Ces remarques font l'objet de l'annexe 1.

Ces travaux s'entendent fourniture, pose et déplacement inclus.

Un diagnostic sur l'état des châssis devra être réalisé et fourni au correspondant technique.

- réparation de l'ascenseur M2 :

Les travaux consistent au remplacement de la poulie machine, ainsi que des câbles de traction, y compris toutes sujétions.

- modification du système de téléalarme :

Le dispositif de téléalarme actuel (relié via un autocom privé de la gendarmerie) ne permet pas d'obtenir une liaison bi-directionnelle permanente avec un service d'intervention ou avec la bonne société de maintenance.

Il est donc demandé la modification du système actuel de la façon suivante (**par équipement**) :

- mise en place un système de télésurveillance par GSM,
- le module GSM sera **compatible tout opérateur**.

Le **réseau sera testé** dans chaque cage d'ascenseur avec mise en place d'un système d'amplification du signal le cas échéant.

L'abonnement et la fourniture de la carte SIM sont à la charge de la gendarmerie.

L'entreprise devra la fourniture des notices pour la programmation des systèmes d'appel sur le réseau téléphonique.

12.2 – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :

Les travaux consistent à lever les réserves mentionnées par le bureau VERITAS lors du contrôle technique quinquennal. Ces remarques font l'objet de l'annexe 2 – Travaux PSE.

Ces travaux s'entendent fourniture, pose et déplacement inclus.

Article 13 – Réception des travaux

La réception des travaux sera prononcée, lorsque l'ensemble des travaux sera reconnu terminé par le maître d'ouvrage, conforme aux plans d'exécution, en bon ordre de marche et répondant aux normes. Il ne sera pas prononcé de réception provisoire.

En fin de travaux, l'entreprise devra la fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant entre autres :

- les plans d'exécution mis à jour ;
- les notices de fonctionnement ;
- les références des produits mis en œuvre et des fournisseurs ;
- les notices détaillées de mise en service et de maintenance émanant des constructeurs, avec copie des certificats de garantie et le cas échéant d'épreuves ou essais réglementaires, pour chaque matériel installé,
- les instructions de marche simples, mais précises et détaillées sur la conduite et l'entretien des installations ;

La réception sera conditionnée par la présentation du procès verbal avec ou sans réserves, visé par la maîtrise d'œuvre.

Article 14 - Contraintes particulières

Les travaux auront lieu en site occupé.

Article 15 – Annexes

- annexe 1 : Travaux offre de base
- annexe 2 : Travaux PSE
- annexe 3 : Inventaire des installations